

Hollande : un ami (de la finance) qui vous veut du bien...

Entre eux, « c'est du sérieux », il y a « de la confiance », une « relation particulière »... À l'occasion de son voyage d'État en Grèce, Hollande a multiplié les mots doux à l'égard du premier ministre Alexis Tsipras. Cette « amitié » avait été scellée en juillet dernier, lorsque le président français et la chancelière allemande avaient dicté leurs conditions à la Grèce en imposant un troisième plan d'austérité draconien. Le gouvernement de gauche de Syriza s'était alors complètement aplati : voilà le « sens de la responsabilité » qu'Hollande admire chez Tsipras.

Entre clins d'œil et sourires complices, les deux chefs d'État ont signé un « accord d'assistance fiscale et administrative » qui permettra au gouvernement français de surveiller directement le dépeçage de la Grèce. Hollande a d'ailleurs emmené quelques proches, les patrons d'Alstom, Vinci et Suez, venus faire leur marché dans la grande braderie des services publics grecs. Avec des amis comme ça, les travailleurs de Grèce n'ont pas besoin d'ennemis. Ceux de France non plus.

Le dialogue avec ceux qui se soumettent...

Hollande et ses ministres n'ont plus qu'un mot à la bouche : « dialogue social ». Mais là où Valls voit « une belle démonstration que le dialogue social est vivant », c'est dans l'accord sur les retraites complémentaires du privé que trois syndicats ont accepté et qui prévoit le choix pour les futurs pensionnés entre une décote de 10 % pendant trois ans et un report d'un an du départ en retraite. Commentaire du président : « c'est une nouvelle liberté qui est accordée » !

Et il s'est trouvé des dirigeants syndicaux pour assister à la « conférence sociale », en réalité une grand-messe patronale, dont l'annonce principale a été l'accélération de la réforme du code du travail, présentée dès mercredi en conseil des ministres. Seuls la CGT et Solidaires l'ont boycottée. Faire entériner la destruction systématique des protections que les travailleurs ont pu obtenir par des années de lutte, voilà le sens du « dialogue social » !

... la matraque contre les autres

La soumission de certains dirigeants syndicaux ne représente pas les sentiments de la majorité des travailleurs, à commencer par ceux d'Air France qui

n'acceptent pas les suppressions d'emploi et ont à nouveau manifesté la semaine passée devant l'Assemblée nationale, toutes catégories confondues, rejoints par des salariés d'autres entreprises. Face à la colère du monde du travail, les masques tombent et Hollande abandonne son ton mielleux : interpellations spectaculaires, mises à pied sans solde chez Air France, dont l'État est actionnaire, tout est bon pour tenter d'intimider ceux qui demandent des comptes à leur patron.

Même les avocats ont eu affaire aux matraques des CRS, alors qu'ils manifestaient pour le financement de l'aide juridictionnelle aux plus pauvres.

Un avocat a eu sa robe arrachée par les flics, ce qui a moins ému Manuel Valls que la chemise du DRH d'Air France.

C'est ce zèle dans la répression qui, d'après un rapport de la Ligue des Droits de l'Homme, a été à l'origine de la mort de Rémi Fraisse, jeune écolo pacifiste tué il y a tout juste un an sur le site du barrage de Sievens dans le Tarn. Les ordres venaient d'en haut : le ministère avait donné des « consignes d'extrême fermeté ». Quant au rapport de police officiel qui exonère gendarmes, préfets et ministères, il est tellement mensonger que même la presse aux ordres s'en est indignée.

Tomber, tomber la chemise...

Mensonges, hypocrisie, matraque... Hollande utilise tous les moyens à sa disposition pour faire passer la politique du Medef. Son « dialogue social » n'est que le masque de la dictature patronale. Il y aura bien d'autres chemises à arracher pour mettre à nu l'hypocrisie du gouvernement. Gageons que le patronat va trouver à qui parler !

Le problème, c'est le Capital

Selon les médias et certains syndicats, Renault projetterait de baisser sa participation dans le capital de Nissan, tandis que Nissan voudrait augmenter sa part dans celui de Renault. Des grandes manœuvres démenties par Carlos Ghosn à son dernier Open Forum. Mais le PDG de Renault et de Nissan est champion en matière de rémunération, pas de transparence. Et ses dénégations ont de quoi alimenter les rumeurs d'une absorption de Renault par Nissan, avec ses conséquences sur l'emploi.

Pourtant le logo Renault n'a jamais protégé les salariés des suppressions de postes et de la dégradation des conditions de travail. La RNUR (Régie Nationale des Usines Renault) comptait 110 000 salariés en 1977. Il n'y en avait plus que 60 000 en 1994 lors de son entrée en Bourse, et environ 30 000 aujourd'hui. La prise en main de Nissan par Renault s'est aussi traduite par une saignée brutale des effectifs de Nissan. Que les possesseurs du capital de Renault soient français ou pas, les salariés n'ont rien à en attendre de bon.

Early BOF

Early BOM (*Bill of Material*), le nouvel outil de gestion de la documentation technique et des nomenclatures, est en cours de déploiement. Les équipes projet (LI, PFE...) doivent s'en occuper, d'où une augmentation de la charge de travail et à terme la suppression totale des TDE. Innover pour mieux exploiter : c'est la logique du profit !

Multitâches... jusqu'à un certain point

Les postes de pilotes ANPQP (*Alliance New Product Quality Procedure*) ont été supprimés il y a quelques années et leurs missions reportées sur d'autres postes. L'histoire se répète avec les TDE : il faut tout faire avec moins de monde. Et si l'on disait stop !?

Les migrants du Technocentre

Suite aux réorganisations, des salariés ont dû changer d'UET ou de mission. Mais ils ne peuvent pas toujours déménager. Ils doivent attendre la fin des tests des nouveaux standards d'implantation. Du coup de nombreux salariés, à la Ruche notamment, se débrouillent comme ils peuvent pour trouver des emplacements libres et se rapprocher de leurs collègues. A trop réorganiser...

Petits colibris et gros vautours

Elior veut nous inciter à faire la chasse au gaspillage alimentaire. Des totems disposés sur les tables des cantines citent Pierre Rhabi et la légende du colibri qui voulait éteindre un incendie avec des gouttes d'eau. Pas sûr que Pierre Rhabi soit un fan des repas servis par Elior. La chasse au gaspi, ça commencerait par arrêter la récupération et les opérations de com'.

A perfect world

Les formations V3P-2 décrivent un déroulement idéal des projets. On aimerait y croire. C'est aussi 1h30 d'acronymes et de jargon technique en anglais. Mal de tête assuré.

Payer pour bosser, non mais allô quoi !

En 2014, l'obligation de fournir un RIB à SFR avait provoqué un tollé parmi les utilisateurs de téléphone portable professionnel. De nombreux salariés l'avaient alors rendu. La direction veut désormais déclarer les portables comme un avantage en nature. Elle veut susciter d'autres retours de téléphones ?

Tournicoti, le manège désenchanté

La semaine dernière, les tourniquets du Trou Berger n'ont pas enregistré les heures de pointage des salariés en Horaire Variable pendant plusieurs jours. Quand ce ne sont pas les tourniquets qui tombent carrément en panne, comme ceux des Grandes vendredi dernier. Pas vraiment fiable le système.

Hay-xutoire

La nouvelle enquête Hay permettrait d'exprimer son mécontentement, mais avec quels effets ? Changer ce qui ne va pas ne s'obtiendra pas en pianotant seul sur son ordinateur. Pour cela, il faudra exprimer publiquement et collectivement son ras-le-bol.

Jeux d'échelle

La direction disposera des résultats de l'enquête Hay à un niveau très fin (groupes de 5 salariés). Quant aux salariés, ils devront se contenter de résultats par grande direction... quand ils en ont.

La qualité de vie, un beau concept

Au TCR, les chefs sont priés de suivre des formations sur la Qualité de Vie au Travail (QVT), une notion qui découle de l'accord de compétitivité Renault de 2013. Cet accord a réduit les effectifs et augmenté la charge de travail, dégradant d'autant les conditions de vie au travail. Cherchez l'erreur.

La précarité peinte en rose

Ghosn s'est rendu à Douai la semaine dernière. Il a visité l'atelier montage repeint pour l'occasion. Bilan : 180 000 € de peinture et autres travaux selon la CGT, mais aucune embauche supplémentaire. Les 1000 intérimaires employés à Douai attendront...

Argent public, appropriation privée

Oublié l'« Œil du 20h » de France 2 dénonçant la façon dont Renault détourne les plafonds du Crédit Impôt Recherche (CIR), la direction demande dans chaque service de repeindre des activités en cours ou programmées en dépenses éligibles au CIR en 2016. En 2015, Renault avait touché 143 millions d'euros au titre du CIR. Un record étant fait pour être battu, les « vaches à lait » ont de beaux jours devant elles !